



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS
ACTE D'ENGAGEMENT¹
Marché N° N° DDT04-SER-PR-2025-02

ATTRI1

Alors qu'un acte d'engagement était autrefois requis de l'opérateur économique soumissionnaire lors du dépôt de son offre, sa signature n'est plus aujourd'hui requise qu'au stade de l'attribution du marché public.

Le formulaire ATTRI1 est un modèle d'acte d'engagement qui peut être utilisé par l'acheteur, s'il le souhaite, pour conclure un marché public avec le titulaire pressenti.

Il est conseillé aux acheteurs de renseigner les différentes rubriques de ce formulaire avant de l'adresser à l'attributaire. Ce dernier retourne l'acte d'engagement signé, permettant à l'acheteur de le signer à son tour.

En cas d'allotissement, un formulaire ATTRI1 peut être établi pour chaque lot. Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul ATTRI1 peut être complété. Si l'attributaire est retenu sur la base d'une offre variable portant sur plusieurs lots, soit un acte d'engagement est établi pour les seuls lots concernés, soit l'acte d'engagement unique mentionne expressément les lots retenus sur la base d'une offre variable.

En cas de groupement d'entreprises, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 23612-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Objet de l'acte d'engagement

■ Objet du marché public

À la suite de l'effondrement le 2 décembre 2019, d'un des pénitents sur la commune des Mées (04), le Préfet des Alpes de Haute Provence, appuyé par la Direction Départementale des Territoires des Alpes de Haute-Provence (DDT04) a mis en place le 7 août 2020 un comité de pilotage (COPIL) et un comité technique (COTECH) ainsi qu'un comité d'experts (COMEX) réunissant le Cerema (en tant que pilote), le BRGM et l'ONF-RTM. L'objectif de ce comité d'experts est d'éclairer le préfet sur le comportement géologique du massif des Pénitents, déterminer les causes des instabilités rocheuses, préciser les conséquences d'un éboulement futur et proposer des orientations pour la gestion du site. Les travaux du COMEX ont abouti à la cartographie des aléas rocheux pour 4 scénarios de chutes de blocs distingués par les volumes mis en jeux :

- Scénarios S1, S2 ou S3 : aléa majoritairement diffus. Les scénarios sont distingués par l'intensité de phénomène qu'ils produisent ;

- Scénarios S4 : aléa localisé correspondant à l'éboulement de compartiments entiers (type événement de 2019 aux Mées).

Une première estimation montre que plus de 300 biens sont exposés à l'aléa « très fort » du scénario S4. Une proposition de stratégie de gestion du risque associé à ces scénarios est formulée par le COMEX. La surveillance est une solution avancée pour les scénarios S4.

La présente consultation est lancée par la DDT04 (Maître d'Ouvrage – MOA) en lien avec le COMEX (qui assure une assistance à la Maîtrise d'Ouvrage – AMO) pour étudier la faisabilité d'une instrumentation des compartiments des Pénitents identifiés comme potentiellement instables.

La mission s'inscrit de manière globale, dans la mise en place d'un système de suivi des Pénitents des Mées visant à mieux comprendre les facteurs de prédisposition et de déclenchement d'instabilités et à mesurer l'évolution de certains compartiments dans le temps.

Les objectifs de la mission sont :

- D'une part l'installation d'une partie du dispositif d'acquisition conçu par le COMEX ;
- D'autre part à la mise à disposition effective des mesures correspondantes et la maintenance du système sur une période de 2 ans, correspondant à 2 cycles saisonniers complets.

Le site à instrumenter est situé sur la commune des Mées (Alpes de Haute-Provence).

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

■ Cet acte d'engagement correspond :
(Cocher les cases correspondantes.)

1. ☐ à l'ensemble du marché public (en cas de non allotissement) ;
☐ au lot n°..... ou aux lots n°..... du marché public (en cas d'allotissement) ;
(Indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'il figure dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)
2. ☐ à l'offre de base ;
☐ à la variante suivante :
3. ☐ avec les prestations supplémentaires suivantes :

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

- ☐ CCAG :.....
- ☐ CCTP n°.....
- ☐ Autres :.....

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ aux prix indiqués ci-dessous ;

☐ Taux de la TVA :

☐ Montant hors taxes² :

Montant	hors	taxes	arrêté	en	chiffres	à :
.....						

Montant	hors	taxes	arrêté	en	lettres	à :
.....						

☐ Montant TTC⁴ :

Montant	TTC	arrêté	en	chiffres	à :
.....					

Montant	TTC	arrêté	en	lettres	à :
.....					

OU

☐ aux prix indiqués ci-dessous ou dans l'annexe financière jointe au présent document.

² Le montant de l'offre établie à partir de prix unitaires est calculé par référence à la quantité estimée dans l'avis d'appel public à la concurrence.

⁴ Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

B4 - Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐ Non ☐ Oui

(Cocher la case correspondante.)

B5 - Durée d'exécution du marché public

La durée de la mission est fixée au maximum à 52 mois (4 ans et 4 mois) :

- Phase de conception : 1 mois
- Phase de déploiement : 2 mois
- Phase de collecte et maintenance : 24 mois
- Phase de prolongation de la collecte et maintenance (option) : 12 à 24 mois
- Phase de démantèlement (option) : 1 mois

☒ la date de notification du marché public ;

☐ la date de notification de l'ordre de service ;

☐ la date de début d'exécution prévue par le marché public lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

Le marché public est reconductible :

☒ Non ☐ Oui

(Cocher la case correspondante.)

Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions :
- **Durée des reconductions** :

C - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

C1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

■ Désignation de l'acheteur

Madame la préfète du département des Alpes-de-Haute-Provence

■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Monsieur le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances)
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Yannick CLERC-RENAULT
yannick.clerc-renault@alpes-de-haute-provence.gouv.fr
DDT04, avenue Demontzey 04000 Digne les Bains
04 92 30 55 23

■ Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Monsieur le directeur départemental des Finances Publiques
51 avenue du 8 mai 1945 – 04000 DIGNE-LES-BAINS
04 92 30 86 00

■ Imputation budgétaire

Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) - BOP181

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

Signature
(représentant de l'acheteur habilité à signer le marché public)